



Éditorial

Évelyne Ternant

Face à la mondialisation capitaliste : un début... et une suite attendue

A l'initiative du PCF et de la revue *Économie et Politique*, se sont tenues les 7 et 8 février derniers, au siège du PCF place du colonel Fabien, des rencontres internationales sous l'intitulé : « Que faire face à la mondialisation capitaliste ? Quelle révolution pour un monde de coopération et de partage ? ».

Un moment intense partagé par une large diversité de participants, français et étrangers de tous les continents, syndicalistes, militants et dirigeants politiques, membres d'institutions internationales, un moment qui va compter dans la recherche d'alternatives à la mondialisation actuelle, tant par la qualité des interventions et débats que par l'objectif affiché : comment « agir ensemble » pour peser sur le cours d'une évolution mondiale qui sème la guerre, précarise les vies, saborde des territoires, piétine les savoir-faire et les compétences humaines, détruit les équilibres écologiques. Quels leviers actionner pour amorcer une transformation révolutionnaire à l'échelle du monde ?

Le préalable d'un diagnostic commun sur la globalisation capitaliste s'imposait. Au-delà des constats convergents sur les prédatons sociales et écologiques que les stratégies des multinationales occasionnent à travers le monde, le détour théorique par l'analyse de la crise systémique en cours a été posé comme pierre angulaire de l'édifice à construire ensemble. On retiendra comme ligne directrice la représentation dialectique de ce moment historique, en tant que confrontation entre un potentiel de développement sans précédent offert par la révolution informationnelle et ses dévoiements multiples du fait de sa capture par un capital en crise de suraccumulation et de baisse de taux de profit. Cela implique une approche également contradictoire des multina-

tionales, en tant que sources de prédatons mais aussi lieux de possibles coopérations et partages de coûts à l'échelle mondiale. Les contributions des économistes communistes français, s'inscrivant dans la lignée des travaux puissants de Paul Boccara, ont été un point fort de l'apport théorique de ces journées.

Sur ce socle robuste d'analyse globale de la crise systémique du capitalisme financiarisé qui affecte le monde entier ont émergé, au fil des contributions venues d'Afrique et d'Amérique latine, des déclinaisons différenciées : la continuité d'un capitalisme d'extraction de matières en Afrique, qui n'a guère changé depuis les conquêtes coloniales, si bien que la notion même de phase nouvelle de crise systémique interroge pour le décrire dans cette zone ; capitalisme du devant de la scène enchevêtré inextricablement au circuit du crime organisé en Amérique du Sud, sur fond de système bancaire parallèle – le *shadow banking* – et de cryptomonnaie, au point qu'il s'agit d'une phase qualifiée de « pourrissement contre la vie et contre la paix ».

Des investigations à poursuivre assurément pour un repérage plus fin de cette fragmentation du capitalisme mondial en zones hiérarchisées et bien différenciées. À suivre de près également la trajectoire de la Chine, dont la contribution à ces journées a été réduite pour cause de coronavirus, mais dont la combinaison entre insertion au réseau économique mondial et dépassement des rapports capitalistes est sujet d'études à part entière.

Enfin, dans une prochaine édition de ces rencontres internationales, l'élargissement du débat théorique à d'autres courants de pensée que le nôtre ne peut que stimuler notre propre réflexion et consolider les bases idéologiques de l'action collective.

Car tel était bien le cœur de cible de ces journées : articuler le penser et l'agir. Tir parfaitement réussi lors de la matinée passionnante dédiée aux multinationales. Avec les regards croisés d'intervenants confrontés à leurs stratégies à des titres divers : des acteurs « de terrain », syndicalistes d'entreprises agissant du local au comité de groupe ; des chercheurs ; des responsables politiques. Comment surmonter les difficultés de la représentation salariale dans les multinationales, face à des interlocuteurs évanescents, qui sont soit présents physiquement mais sans pouvoir, soit actionnaires plénipotentiaires mais insaisissables ? Comment empêcher les « hold-up » sur les richesses produites masqués dans des comptes opaques qui transfèrent la valeur via les prix de transfert et les déplacements induits de brevets ? Comment opposer aux stratégies de rentabilité financière qui dévitalisent les territoires des stratégies coopératives mutuellement avantageuses ? Deux idées centrales ont fait consensus : la première est l'absolue nécessité de l'unité du salariat, pour faire pièce aux directions d'entreprises comme aux institutions telles que les gouvernements et la Commission européenne. Unité sociologique, des ouvriers aux ingénieurs, unité géographique des salariés que le cloisonnement entre filiales, entre pays, sépare. Le second impératif apparu est de « politiser » les luttes, au sens de leur faire porter, au-delà de la défense immédiate de l'emploi et des conditions de travail, des objectifs transformateurs de haut niveau, articulant propositions industrielles, conquêtes de droits salariaux sur les stratégies, mise en œuvre des critères d'efficacité sociale, exigence d'une autre utilisation de l'argent et projet d'émancipation de la mainmise des GAFAM sur nos vies.

De même, faire de la transformation des institutions internationales un objectif politique rassembleur est l'idée force qui a dominé les débats des tables rondes, de très haute tenue, dédiées aux enjeux monétaires et financiers, mondiaux et européens. La stratégie de l'impérialisme américain, que, sous l'apparence des foucades de Trump, on aurait tort de considérer comme improvisée et isolationniste, parce qu'elle marque une phase de réinstallation brutale de la suprématie états-unienne soutenue par la classe dirigeante américaine, a été examinée à la loupe. Il manie toutes les armes à la fois, militaire, commerciale et monétaire grâce au dollar, monnaie commune mondiale de domination. Là encore, le champ des possibles et des objectifs transformateurs a été exploré : un FMI sorti du droit de veto américain ; une monnaie commune mondiale à défendre aux côtés de la Chine et des émergents ; un euro mis au service du développement des biens communs et services publics grâce au refinancement sélectif de la BCE ; une rupture des traités actuels de libre-échange, avec l'instauration de nouveaux critères d'échanges internationaux fondés sur la réciprocité et le respect des normes sociales et environnementales.

Après de telles rencontres, il ne pouvait être question d'en rester là. Une clause de « revoyure » annuelle a d'ores et déjà été retenue, avec l'envie de donner une grande place à la jeunesse qui a montré l'étendue de ses talents dans les interventions comme dans l'animation des tables rondes, et de renforcer la participation féminine.

Mais entre ces rendez-vous, la mise en place de réseaux de travail s'est avérée indispensable pour que, dans la régularité et la continuité, les luttes sociales, l'analyse théorique et les expérimentations politiques se nourrissent mutuellement. Des réseaux auxquels tou-te-s les militant-e-s intéressé-e-s sont convié-e-s à participer, autour de quatre thématiques principales :

- la construction d'une monnaie commune mondiale ;
- le développement des services publics ;
- un autre rôle pour les entreprises multinationales ;
- de nouveaux traités d'échanges commerciaux.

Ce numéro d'*Économie et Politique* relate une partie des échanges de ces rencontres internationales, les suivants en poursuivront la restitution, ainsi que les travaux des futurs réseaux internationaux qui vont se mettre en place. Nous ne devons pas en effet sous estimer le poids du fatalisme que la mondialisation fait peser sur les consciences. Il est urgent de dégager les perspectives qui permettent aux peuples de ne pas se laisser enfermer dans la fausse alternative qui leur est proposée par les idées dominantes : une démondialisation qui véhicule sans toujours le dire le repli dans les frontières, aussi illusoire que porteur de tensions, ou une intégration à marche forcée qui piétine les souverainetés populaires pour mieux les asservir à la loi du capital.

En ce moment particulièrement tendu que nous traversons, où la crise financière en suspens depuis des mois est en train d'advenir sous l'effet déclencheur d'une pandémie, utilisé par les uns pour aiguïser les pulsions xénophobes, par les autres pour faire passer en force, au mépris de toutes les règles démocratiques, un projet de destruction de la retraite par répartition, il importe plus que jamais de hausser le niveau de la bataille politique pour conjuguer résistance et propositions transformatrices, à l'échelle nationale et internationale. Le mouvement social sur les retraites en France est observé à la loupe et donne de l'espoir aux forces progressistes étrangères. D'où l'importance de l'associer à la question du financement par la cotisation sociale. À l'organisation actuelle des activités et de la finance mondiales, dont le pilotage par la rentabilité financière est non seulement ravageur pour l'emploi et l'environnement, mais aussi d'une fragilité extrême de par sa sensibilité au moindre événement, il convient d'opposer un projet internationaliste, ambitieux et sécurisant, relocalisant les productions tout en développant les coopérations, émancipateur de la finance tout en utilisant le potentiel de la création monétaire pour répondre aux immenses besoins sociaux et écologiques. Ces enjeux, qui ont aujourd'hui un caractère vital, rendent plus que jamais nécessaire le renforcement des idées communistes et des positions du PCF à tous les niveaux institutionnels, local, régional et national. ■■■